

**Art. 3.** De toelage wordt verleend binnen de perken van de daartoe jaarlijks beschikbare begrotingskredieten en onder de voorwaarden die bij overeenkomst bepaald worden door de Minister die voor plattelandsontwikkeling bevoegd is.

**Art. 4.** De toelagen bedragen hoogstens 60% van de kosten van de aankopen en hoogstens 80% van de kosten van de werken die nodig zijn voor de uitvoering van het programma, bijkomende kosten inbegrepen.

**Art. 5.** De gemeente moet de toelagen overeenkomstig de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen aanvragen.

**Art. 6.** De Minister van Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op de dag van ondertekening ervan.

Namen, 14 maart 2024.

De Minister-President,  
E. Di RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202324]

**4 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur l'octroi de la prime Horizon Europe**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, l'article 107, modifié en dernier lieu par le décret du 21 mai 2015, et l'article 108;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 relatif aux primes " Horizon 2020 " portant sur la préparation, le dépôt et la négociation de projets de recherche, de développement ou d'innovation dans le cadre de partenariats internationaux;

Vu le rapport du 5 décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 décembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 décembre 2023;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 16 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.659/2;

Vu la décision de la section de législation du 16 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n° Scien.24.01.AV du pôle « Politique scientifique », donné le 23 janvier 2024 et entériné par le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie le même jour;

Considérant le règlement (UE) 2021/695 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2021 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation " Horizon Europe " et définissant ses règles de participation et de diffusion, et abrogeant les règlements (UE) n° 1290/2013 et (UE) n° 1291/2013;

Considérant le règlement (UE) 2021/697 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 établissant le Fonds européen de la défense et abrogeant le règlement (UE) 2018/1092;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche et de l'Innovation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° l'administration: les services du Gouvernement qui sont compétents pour la recherche et le développement technologique;
- 2° les programmes européens de R&D :
  - a) les pôles du pilier II, « Problématiques mondiales et compétitivité industrielle européenne » du programme Horizon Europe établi par le règlement (UE) 2021/695 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2021 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon Europe » et définissant ses règles de participation et de diffusion, et abrogeant les règlements (UE) n° 1290/2013 et (UE) n° 1291/2013 :
    - le pôle « Santé »;
    - le pôle « Culture, créativité et société inclusive »;
    - le pôle « Sécurité civile pour la société »;
    - le pôle « Numérique, industrie et espace »;
    - le pôle « Climat, énergie et mobilité »;
    - le pôle « Alimentation, bioéconomie, ressources naturelles, agriculture et environnement »;
  - b) le Conseil européen de l'innovation, compris dans le pilier III, « Europe innovante » du même programme Horizon Europe;
  - c) les partenariats européens au sens du même règlement (UE) 2021/695 auxquels le SPW Économie, Emploi et Recherche participe;

- d) le Fonds européen de la Défense établi par le règlement (UE) 2021/697 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 établissant le Fonds européen de la défense et abrogeant le règlement (UE) 2018/1092;
- 3° le promoteur :
- la grande entreprise;
  - la moyenne entreprise;
  - la petite entreprise;
  - l'unité universitaire;
  - l'unité de haute école;
  - le centre de recherche agréé;
- 4° le coordinateur" : le promoteur qui est établi en Région wallonne et qui assure la coordination du projet au sens de l'appel à propositions;
- 5° le partenaire : le promoteur qui est établi en Région wallonne et qui participe au projet sans assumer le rôle de coordinateur.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, les éléments visés au 3° sont ceux visés au sens du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde une subvention, dénommée la « prime Horizon Europe », qui couvre certaines dépenses que le promoteur expose pour préparer, déposer et négocier des projets introduits dans le cadre des programmes européens de R&D.

**Art. 3.** Le promoteur peut bénéficier de la prime Horizon Europe pour tout projet déposé dans le cadre des programmes européens de R&D pour lequel il a obtenu le minimum de points requis pour atteindre le seuil de financement.

Le promoteur peut introduire cinq demandes de prime par an.

La prime Horizon Europe ne pourra être accordée que si le projet soumis n'a pas déjà bénéficié d'un soutien à la rédaction de projets européens dans le cadre de l'« axe 3 - Référent international : Mise en réseau et rédaction de projets européens sur les axes de travail de l'IIS - du mécanisme de soutien aux IIS - Activités liées à la gestion de l'IIS et à la rédaction de projets européens ».

**Art. 4.** Les unités universitaires et les unités de hautes écoles ne peuvent pas bénéficier de la subvention pour le pôle « Culture, créativité et société inclusive » du pilier II.

Un même projet ne peut faire l'objet que d'une seule demande de subvention.

**Art. 5.** La prime Horizon Europe couvre forfaitairement les dépenses suivantes :

- la rémunération du personnel du promoteur chargé du secrétariat ou du personnel extérieur chargé de la rédaction et du dépôt du projet;
- les frais de secrétariat;
- les frais de traduction que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;
- les frais de prestations juridiques pour négocier l'accord de consortium que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;
- les frais de déplacement en Belgique de membres du personnel du promoteur à l'exception des colloques internationaux, les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum et ce, pour deux nuitées par mission comprenant :
  - les frais de déplacement;
  - les frais de logement et les frais de petits-déjeuners;
  - les frais de subsistance.

Les dépenses énumérées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, financées sous la forme d'une aide ou d'un marché par une entité de droit public belge, étrangère ou internationale ne font pas partie des dépenses admissibles

**Art. 6.** Le montant de la prime Horizon Europe est de :

- 25.000 euros si le promoteur est coordinateur du projet;
- 2.500 euros si le promoteur est partenaire du projet.

Les grandes entreprises, centres de recherche agréés, universités et hautes écoles ne peuvent prétendre à la prime Horizon Europe qu'en tant que coordinateur d'un projet.

Les petites et moyennes entreprises pourront bénéficier de la prime Horizon Europe en tant que coordinateur et en tant que partenaire d'un projet.

**Art. 7.** Dans les nonante jours qui suivent la notification du seuil de financement du projet, le promoteur introduit une demande à l'administration, par le biais du formulaire online mis à disposition des candidats.

L'administration instruit la demande sur la base des informations qui figurent dans la demande du promoteur.

Dès que l'administration reçoit une demande de prime Horizon Europe, elle adresse un accusé de réception au promoteur dans les cinq jours de la demande.

Si le promoteur n'a pas introduit sa demande dans les nonante jours, sa demande est considérée inéligible et l'administration l'en informe.

Dans les soixante jours qui suivent la réception de la demande complète, l'administration met en liquidation la prime Horizon Europe.

Lorsqu'un délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 8.** Le Directeur général de l'administration peut engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives à la prime Horizon Europe.

**Art. 9.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 relatif aux subventions « Horizon 2020 » portant sur la préparation, le dépôt et la négociation de projets de recherche, de développement ou d'innovation dans le cadre de partenariats internationaux est abrogé.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et prendra fin au 31 décembre 2027, date de fin du programme-cadre Horizon Europe (2021-2027). Il fera l'objet d'une évaluation par l'administration en vue d'une potentielle reconduction.

**Art. 11.** Le Ministre qui a la recherche et l'innovation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/202324]

#### 4. APRIL 2024. — Erlass der wallonischen Regierung über die Gewährung der Prämie Horizont Europa

Die wallonische Regierung erlässt,

aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Förderung von Forschung, Entwicklung und Innovation in Wallonien, Artikel 107, zuletzt geändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, und Artikel 108;

aufgrund des Erlasses der wallonischen Regierung vom 30. August 2018 über die Prämien "Horizont 2020", die sich auf die Vorbereitung, Einreichung und Verhandlung von Forschungs-, Entwicklungs- und Innovationsprojekten im Rahmen internationaler Partnerschaften beziehen;

aufgrund des Berichts vom 5. Dezember 2023, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

aufgrund der am 7. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

aufgrund des am 14. Dezember 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

aufgrund des Ersuchens um eine Stellungnahme an den Staatsrat innerhalb von dreißig Tagen gemäß Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

in Erwägung, dass das Ersuchen um Stellungnahme am 16. Februar 2024 unter der Nummer 75.659/2 in die Liste der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats eingetragen wurde;

aufgrund des Beschlusses der Abteilung Gesetzgebung vom 16. Februar 2024, gemäß Artikel 84, Absatz 5 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

in Erwägung der Stellungnahme Nr. Scien.24.01.AV des Clusters "Wissenschaftspolitik", die am 23. Januar 2024 abgegeben und am selben Tag vom Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat von Wallonien bestätigt wurde;

in Erwägung der Verordnung (EU) 2021/695 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. April 2021 zur Einrichtung des Rahmenprogramms für Forschung und Innovation "Horizont Europa" sowie zur Festlegung der Regeln für die Beteiligung und Verbreitung der Ergebnisse sowie zur Aufhebung der Verordnungen (EU) Nr. 1290/2013 und (EU) Nr. 1291/2013;

in Erwägung der Verordnung (EU) 2021/697 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2021 zur Einrichtung des europäischen Fonds für Verteidigung sowie zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 2018/1092;

auf Vorschlag des Ministers für Forschung und Innovation;

nach Beratung

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1. die Verwaltung: die Regierungsstellen, die für technologische Forschung und Entwicklung zuständig sind;
2. Europäische F&E-Programme:
  - a) die Cluster der Säule II, "Globale Probleme und industrielle Wettbewerbsfähigkeit Europas" des Programms Horizont Europa, das durch die Verordnung (EU) 2021/695 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. April 2021 zur Einrichtung des Rahmenprogramms für Forschung und Innovation "Horizont Europa", zur Festlegung der Regeln für die Beteiligung und Verbreitung der Ergebnisse sowie zur Aufhebung der Verordnungen (EU) Nr. 1290/2013 und (EU) Nr. 1291/2013 eingerichtet wurde:
    - der Cluster "Gesundheit"
    - der Cluster "Kultur, Kreativität und inklusive Gesellschaft"
    - der Cluster "Zivile Sicherheit für die Gesellschaft"
    - der Cluster "Digitalisierung, Industrie und Weltraum"
    - der Cluster "Klima, Energie und Mobilität"
    - der Cluster "Lebensmittel, Bioökonomie, natürliche Ressourcen, Landwirtschaft und Umwelt"
  - b) der Europäische Innovationsrat, der in der Säule III "Innovatives Europa" desselben Programms Horizont Europa enthalten ist

- c) Europäische Partnerschaften im Sinne derselben Verordnung (EU) 2021/695, an denen der ÖDW Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung teilnimmt
  - d) der Europäische Verteidigungsfonds, der durch die Verordnung (EU) 2021/697 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2021 zur Einrichtung des Europäischen Verteidigungsfonds und zur Aufhebung der Verordnung (EU) 2018/1092 eingerichtet wurde
3. der Projektträger:
- a) das Großunternehmen
  - b) das mittlere Unternehmen
  - c) das Kleinunternehmen
  - d) die Universitätseinheit
  - e) die Hochschuleinheit
  - f) das anerkannte Forschungszentrum
4. der Koordinator: der Projektträger, der in der Region Wallonien ansässig ist und die Koordination des Projekts im Sinne der Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen übernimmt
5. der Partner: der Projektträger, der in der Region Wallonien ansässig ist und am Projekt teilnimmt, ohne die Rolle des Koordinators zu übernehmen.

In Bezug auf Absatz 1 sind die in 3. genannten Elemente diejenigen, die im Sinne des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Förderung von Forschung, Entwicklung und Innovation in Wallonien gemeint sind.

**Art. 2** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung einen Zuschuss, die sogenannte "Horizont-Europa-Prämie", die bestimmte Ausgaben abdeckt, welche dem Projektträger bei der Vorbereitung, Einreichung und Verhandlung von Projekten entstehen, die im Rahmen der europäischen F&E-Programme eingereicht werden.

**Art. 3** - Der Projektträger kann die Horizont-Europa-Prämie für jedes Projekt erhalten, das im Rahmen der europäischen F&E-Programme eingereicht wird und für das er die Mindestpunktzahl erreicht hat, die für das Erreichen der Förderschwelle erforderlich ist.

Der Projektträger kann pro Jahr fünf Prämienanträge stellen.

Die Horizont-Europa-Prämie kann nur gewährt werden, wenn das eingereichte Projekt nicht bereits Unterstützung für die Erstellung europäischer Projekte im Rahmen von "Schwerpunkt 3 - Internationaler Referent: Vernetzung und Verfassen europäischer Projekte zu den Arbeitsschwerpunkten des IIS - des IIS-Unterstützungsmechanismus - Aktivitäten im Zusammenhang mit der Verwaltung des IIS und dem Verfassen von europäischen Projekten" erhalten hat.

**Art. 4** - Universitäre Einheiten und Hochschuleinheiten können keine Finanzhilfe für den Cluster "Kultur, Kreativität und integrative Gesellschaft" in Säule II erhalten.

Für ein und dasselbe Projekt kann nur ein einziger Antrag auf Finanzhilfe gestellt werden.

**Art. 5** - Die Horizont-Europa-Prämie deckt pauschal die folgenden Ausgaben ab:

1. die Vergütung des Personals des Projektträgers, das für das Sekretariat zuständig ist, oder des externen Personals, das für die Erstellung und Einreichung des Projekts zuständig ist
2. die Sekretariatskosten
3. die Kosten für Übersetzungen, die der Projektträger in Erfüllung eines Dienstleistungsvertrags anfertigen lässt
4. die Kosten für juristische Dienstleistungen zur Aushandlung der Konsortialvereinbarung, die der Projektträger in Erfüllung eines Dienstleistungsvertrags erstellen lässt
5. die Reisekosten von Mitarbeitern des Projektträgers in Belgien mit Ausnahme von internationalen Kolloquien, Kosten für Auslandsreisen von bis zu zwei Mitarbeitern des Projektträgers für zwei Übernachtungen pro Reise, einschließlich:
  - Reisekosten
  - Übernachtungskosten und Kosten für das Frühstück
  - Lebenshaltungskosten.

Die in Absatz 1 aufgeführten Ausgaben, die in Form einer Beihilfe oder eines Auftrags durch eine belgische, ausländische oder internationale Körperschaft des öffentlichen Rechts finanziert werden, sind nicht Teil der zuschussfähigen Ausgaben.

**Art. 6** - Die Prämie für Horizont Europa beträgt:

1. 25.000 Euro, wenn der Projektträger Projektkoordinator ist
2. 2.500 Euro, wenn der Projektträger Partner des Projekts ist.

Große Unternehmen, anerkannte Forschungszentren, Universitäten und Hochschulen können die Horizont-Europa-Prämie nur als Koordinator eines Projekts beantragen.

Kleine und mittlere Unternehmen können sowohl als Koordinator als auch als Partner eines Projekts von der Horizont-Europa-Prämie profitieren.

**Art. 7** - Innerhalb von 90 Tagen nach Bekanntgabe des Schwellenwerts für die Projektfinanzierung reicht der Projektträger einen Antrag bei der Behörde ein, wobei er das Online-Formular verwendet, das den Antragstellern zur Verfügung steht.

Die Verwaltung prüft den Antrag auf der Grundlage der Informationen, die im Antrag des Projektträgers enthalten sind.

Sobald die Verwaltung einen Antrag auf eine Horizont-Europa-Prämie erhält, schickt sie dem Projektträger innerhalb von fünf Tagen nach Antragstellung eine Empfangsbestätigung.

Wenn der Projektträger seinen Antrag nicht innerhalb von 90 Tagen eingereicht hat, wird sein Antrag als nicht förderfähig betrachtet und die Verwaltung informiert ihn darüber.

Innerhalb von 60 Tagen nach Eingang des vollständigen Antrags wickelt die Verwaltung die Horizont-Europa-Prämie ab.

Wenn die Frist an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag abläuft, wird sie bis zum ersten folgenden Werktag verlängert.

**Art. 8** - Der Generaldirektor der Verwaltung kann die Ausgaben für die Horizont-Europa-Prämie zusagen, genehmigen und anweisen.

**Art. 9** - Der Erlass der wallonischen Regierung vom 30. August 2018 über Subventionen mit dem Titel "Horizont 2020", die die Vorbereitung, Einreichung und Verhandlung von Forschungs-, Entwicklungs- oder Innovationsprojekten im Rahmen internationaler Partnerschaften betreffen, wird aufgehoben.

**Art. 10** - Dieser Erlass tritt am 1. Januar 2024 in Kraft und endet am 31. Dezember 2027, dem Enddatum des Rahmenprogramms Horizont Europa (2021-2027). Er wird von der Verwaltung im Hinblick auf eine mögliche Verlängerung bewertet.

**Art. 11** - Der für Forschung und Innovation zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses zuständig. Namur, den 4. April 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202324]

#### 4 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse regering over het toekennen van de toelage Horizon Europe

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, artikel 107, voor het laatst gewijzigd door het decreet van 21 mei 2015, en artikel 108;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 betreffende de toelagen "Horizon 2020" met betrekking tot de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van onderzoeks-, ontwikkelings- of innovatieprojecten in het kader van internationale samenwerkingsverbanden;

Gelet op het rapport van 5 december 2023, opgesteld in overeenstemming met artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgevonden en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 december 2023;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 december 2023;

Gelet op de vraag om advies binnen de dertig dagen, gericht aan de Raad van State, krachtens artikel 84, § 1, lid 1, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de vraag om advies op 16 februari 2024 werd ingeschreven op de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder nummer 75.659/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 16 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, krachtens artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. Scien.24.01.AV van de cluster "Wetenschapsbeleid", gegeven op 23 januari 2024 en bekrachtigd door de Conseil Economique, Social et Environnemental de Wallonie (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië) op dezelfde dag;

Gelet op verordening (EU) 2021/695 van het Europees Parlement en de Raad van 28 april 2021 tot vaststelling van Horizon Europe, het kaderprogramma voor onderzoek en innovatie, tot vaststelling van de regels voor deelname en verspreiding en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1290/2013 en (EU) nr. 1291/2013;

Gelet op verordening (EU) 2021/697 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2021 tot oprichting van het Europees Defensiefonds en tot intrekking van Verordening (EU) 2018/1092;

Op voorstel van de minister van Onderzoek en Innovatie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het kader van dit besluit gelden volgende definities:

1° het bestuur: de diensten van de regering die bevoegd zijn voor onderzoek en technologische ontwikkeling;

2° de Europese R&D-programma's:

a) de clusters van pijler II, "Wereldwijde uitdagingen en Europees industrieel concurrentievermogen" van het programma Horizon Europe, vastgesteld door de verordening (EU) 2021/695 van het Europees Parlement en de Raad van 28 april 2021 tot vaststelling van Horizon Europe, het kaderprogramma voor onderzoek en innovatie, tot vaststelling van de regels voor deelname en verspreiding en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1290/2013 en (EU) nr. 1291/2013:

— de cluster "Gezondheid";

— de cluster "Cultuur, creativiteit en inclusieve samenleving";



- de cluster "Civiele beveiliging voor de samenleving";
  - de cluster "Digitaal, industrie en ruimte";
  - de cluster "Klimaat, energie en mobiliteit";
  - de cluster "Levensmiddelen, bio-economie, natuurlijke hulpbronnen, landbouw en milieu";
- b) de Europese Innovatieraad, begrepen in pijler III, "Innovatief Europa", van hetzelfde programma Horizon Europe;
- c) de Europese samenwerkingsverbanden in de zin van dezelfde verordening (EU) 2021/695 waaraan de SPW Economie, Werkgelegenheid, Onderzoek deelneemt;
- d) het Europees Defensiefonds, in het leven geroepen door verordening (EU) 2021/697 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2021 tot oprichting van het Europees Defensiefonds en tot intrekking van Verordening (EU) 2018/1092;
- 3° de promotor:
- a) een grote onderneming;
  - b) een middelgrote onderneming;
  - c) een kleine onderneming;
  - d) een universitaire afdeling;
  - e) een afdeling van een hogeschool;
  - f) een erkend onderzoekscentrum;
- 4° de coördinator: de promotor die gevestigd is in het Waalse Gewest en die het project coördineert in de zin van de oproep tot het indienen van voorstellen;
- 5° de partner: de promotor die gevestigd is in het Waalse Gewest en die deelneemt aan het project zonder de rol van coördinator op zich te nemen.

Met betrekking tot alinea 1 zijn de elementen bedoeld in 3° deze bedoeld in de zin van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun aan onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië.

**Art. 2.** Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kent de overheid een toelage toe, bekend als de "toelage Horizon Europe", die bepaalde kosten dekt die de promotor maakt voor het voorbereiden, indienen en onderhandelen van projecten die zijn ingediend in het kader van Europese O&O-programma's.

**Art. 3.** De promotor kan de toelage Horizon Europe krijgen voor elk project dat is ingediend in het kader van de Europese O&O-programma's en waarvoor hij het minimumaantal punten heeft behaald dat nodig is om de financieringsdrempel te halen.

De promotor kan vijf aanvragen voor een toelage per jaar indienen.

De toelage Horizon Europe kan alleen worden toegekend als het ingediende project vooraf geen steun heeft gekregen bij de opstelling van Europese projecten in het kader van "as 3 - Internationaal referentiekader: Netwerken en uitwerken van Europese projecten op de werkgebieden van de IIS - het IIS-ondersteuningsmechanisme - Activiteiten in verband met het beheer van de IIS en het uitwerken van Europese projecten".

**Art. 4.** De universitaire afdelingen en de afdelingen van de hogescholen kunnen de toelage voor de cluster "Cultuur, creativiteit en inclusieve samenleving" van pijler II niet krijgen.

Voor elk project mag slechts één aanvraag voor een toelage worden ingediend.

**Art. 5.** De toelage Horizon Europe dekt de volgende kosten op forfaitaire basis:

- 1° de bezoldiging van het personeel van de promotor dat het secretariaat verzorgt of van het externe personeel dat belast wordt met het opstellen en indienen van het project;
- 2° de secretariaatskosten;
- 3° de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;
- 4° de kosten van juridische prestaties om te onderhandelen over de consortiumovereenkomst die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;
- 5° de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, met uitzondering van de internationale colloquia, de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximaal twee personeelsleden van de promotor, voor twee overnachtingen per opdracht, met name:
  - de reiskosten;
  - de verblijfkosten en de ontbijtkosten;
  - de restauratiekosten.

De in alinea 1 bedoelde uitgaven die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale entiteit van publiek recht, maken geen deel uit van de toelaatbare uitgaven.

**Art. 6.** Het bedrag van de toelage Horizon Europe bedraagt:

1° 25.000 euro als de promotor de coördinator van het project is;

2° 2.500 euro als de promotor partner van het project is.

Grote ondernemingen, erkende onderzoekscentra, universiteiten en hogescholen kunnen geen aanspraak maken op de toelage Horizon Europe als coördinator van een project.

Kleine en middelgrote ondernemingen kunnen de toelage Horizon Europe krijgen als coördinator en als partner van een project.

**Art. 7.** Binnen negentig dagen nadat hij op de hoogte is gesteld van de financieringsdrempel van het project, moet de promotor een aanvraag indienen bij het bestuur via het onlineformulier dat beschikbaar is voor aanvragers.

Het bestuur onderzoekt de aanvraag op basis van de informatie in de aanvraag van de promotor.

Zodra het bestuur een aanvraag voor een toelage Horizon Europe ontvangt, stuurt het binnen vijf dagen na de aanvraag een ontvangstbevestiging naar de promotor.

Als de promotor zijn aanvraag niet binnen negentig dagen indient, wordt zijn aanvraag als onontvankelijk beschouwd en zal het bestuur hem hiervan op de hoogte stellen.

Binnen zestig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag vereffent het bestuur de toelage Horizon Europe.

Als een termijn vervalt op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, dan wordt de vervaldag verplaatst naar de eerstvolgende werkdag.

**Art. 8.** De algemeen directeur van het bestuur kan de uitgaven in verband met de toelage Horizon Europe vastleggen, goedkeuren en betaalbaar stellen.

**Art. 9.** Het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 betreffende de toelagen "Horizon 2020" met betrekking tot de voorbereiding, de indiening en de onderhandeling van onderzoeks-, ontwikkelings- of innovatieprojecten in het kader van internationale samenwerkingsverbanden wordt opgeheven.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024 en verstrijkt op 31 december 2027, de einddatum van het kaderprogramma Horizon Europe (2021-2027). Het zal door het bestuur worden geëvalueerd met het oog op een eventuele verlenging.

**Art. 11.** De minister die bevoegd is voor onderzoek en innovatie, wordt gelast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2024/004065]

4 APRIL 2024. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 25 september 2008 houdende delegatie van bevoegdheden aan de leidend ambtenaar van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en aan de leidend ambtenaar van Iriscare, wat betreft de maximaal bedragen voor de delegatie in verband met overheidsopdrachten'

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 25 september 2008 houdende delegatie van bevoegdheden aan de leidend ambtenaar van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en aan de leidend ambtenaar van Iriscare;

Op voordracht van de leden van het Verenigd College die bevoegd zijn voor het openbaar ambt, de financiën en de begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 12ter, § 1, a), van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 25 september 2008 houdende delegatie van bevoegdheden aan de

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/004065]

4 AVRIL 2024. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'portant modification de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 25 septembre 2008 portant délégation de compétences au fonctionnaire dirigeant des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune et au fonctionnaire dirigeant d'Iriscare, en ce qui concerne les montants maximaux des délégations relatives aux marchés publics'

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 25 septembre 2008 portant délégation de compétences au fonctionnaire dirigeant des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune et au fonctionnaire dirigeant d'Iriscare;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, en charge de la Fonction publique, de la Finance et du budget ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 12ter, § 1<sup>er</sup>, a), de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 25 septembre 2008 portant délégation de compétences au fonctionnaire dirigeant